

MICHELE DEBONNEUIL¹

COMMENTAIRE SUR L'ARTICLE DE GEORGES DE MÉNIL

L'article de GEORGES DE MÉNIL conclut que les économies sont de moins en moins « keynésiennes » sans être « non keynésiennes ». Il teste l'hypothèse selon laquelle un rationnement de l'endettement serait la cause de la non apparition du non keynésianisme. Il rejette cette hypothèse. Reste donc à trouver une autre explication de la dérive vers du « moins keynésien » sans tomber dans du « non keynésien ».

1. Critique de l'indicateur choisi

L'indicateur BFI² d'ajustements fiscaux discrétionnaires est intelligent puisqu'il tente de résumer en un seul indicateur les effets sur les recettes et sur les dépenses. Malheureusement, empiriquement, il s'avère parfois non pertinent. Par exemple en 1969, c'est le rebond de l'activité après les grèves de 1968 qui est la cause de l'amélioration du déficit public, en pourcentage du PIB, et non une politique volontaire. Le chômage à ce moment là n'a pratiquement pas varié alors que l'activité faisait un bond.

2. Critique concernant le test de contrainte de liquidité

Retenir l'indicateur de crédit au logement comme indicateur d'endettement des ménages est très critiquable. Il peut être intéressant dans les pays en développement où le seul crédit aux ménages possible est le crédit au logement, mais dès que le crédit à la consommation existe, il évince probablement le crédit au logement (par baisse du taux d'épargne). Par ailleurs ce taux dépend de l'organisation du financement du logement en particulier dans les secteurs aidés.

Le seuil retenu de 60 % est lui aussi contestable et conduit pour le moins à un classement bizarre. Le Danemark serait le premier pays à sortir de la contrainte en 1977. Les Etats-Unis n'en sortiraient qu'en 1988. Quant à la France, elle vivrait encore sous cette contrainte !

1. Michèle Debonneuil est Conseiller à la Compagnie de Suez.

2. Indicateur BFI : Blanchard Fiscal Impulse ; voir O. J. Blanchard (1993), *Suggestions for a New Set of Fiscal Indicators*, non publié (NDLR).

Si néanmoins, on accepte d'utiliser ce critère pour tester l'hypothèse selon laquelle le non keynésianisme n'apparaîtrait pas en raison d'une contrainte d'endettement, on est conduit à rejeter cette hypothèse. Reste donc à trouver une autre explication.

3. Une interprétation de dérive vers du « moins keynésien », sans tomber dans du « non keynésien »

Être keynésien, c'est réagir en fonction du revenu courant.

Être non keynésien, c'est intégrer le futur dans les comportements, en particulier sous forme d'une contrainte budgétaire intertemporelle. La différence fondamentale entre les deux, c'est le souci du futur.

Si l'économie ne s'écarte pas durablement du plein emploi, par exemple s'il n'y a que des cycles conjoncturels, les ménages sont keynésiens. C'est ce qui s'est passé jusqu'à la fin des années quatre-vingt.

En revanche, quand il y a des problèmes structurels, deux cas de figure sont possibles.

Si la politique fiscale menée jusque là est la cause de ces problèmes (ex : un tyran qui exploiterait le peuple), le retour à une politique fiscale orthodoxe résout le problème et donne donc lieu à un comportement non keynésien (ex : la mort du tyran se traduira par une reprise de la consommation des autres, puisque le tyran ne prélève plus sur leur production). On comprend ainsi qu'un pays dont la dette publique aurait atteint des niveaux insoutenables, ait une réaction de type plutôt non keynésien (la dette publique devenant alors en soi un sujet d'inquiétude).

Si au contraire la politique fiscale menée est une mauvaise réponse à leur souci (ex : politique française de lutte contre le chômage), alors la réduction des dépenses ou des charges aura un effet plutôt keynésien, mais moins que si l'on était dans une situation de gestion d'un cycle ordinaire par la politique fiscale.

On pourrait éventuellement avoir un effet non keynésien si l'arrêt d'une politique fiscale erronée était une occasion pour mener une autre politique fiscale moins coûteuse et plus appropriée qui serait perçue comme telle par les ménages.

M. D.